

# Le libertaire

HEBDOMADAIRE

## ABONNEMENTS

Pour la France :	10 fr.	Pour l'Extérieur :	12 fr.
Un an. . . . .	5 fr.	Six mois. . . . .	6 fr.

Rédaction & Administration : 69, b<sup>u</sup> de Belleville, Paris

Adresser tout ce qui concerne le journal à CONTENT

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

### Le réveil des opprimés

*Le Cartel en action : cheminots, inscrits, dockers, mineurs, solidaires dans la lutte. — Qu'attendent les autres corporations pour se joindre au mouvement?*

Le malaise qui plane sur ce pays, par suite de la guerre monstrueuse qui, quatre ans durant, l'atteignit dans ses forces vives, a abouti à la crise formidable que nous subissons tous et qui se traduit aujourd'hui par la grève générale des travailleurs du rail, de la mine, des docks et des transports maritimes.

Une grande bataille sociale vient d'être engagée.

L'ON NE SAURAIT PREDIRE, déjà, si cette bataille ne sera qu'un nouvel épisode de la lutte entreprise par le prolétariat pour son émancipation. Nouvel épisode qui, faisant suite aux grands mouvements déjà effectués par les travailleurs français et se terminant par un échec ou une demi-satisfaction, ne fera qu'ajouter à la rancœur, déjà grande, des salariés contre ceux qui les oppriment et les exploitent, et au désir légitime de revanche des militants, mais ne solutionnera nullement la... question sociale.

Il restera alors à préparer le prolétariat pour de nouvelles luttes. Et la société bourgeoise n'aura f<sup>u</sup>t que reculer pour mieux sauter.

L'ON NE SAURAIT PREDIRE, déjà, si, au contraire, cette bataille est la dernière phase, la phase décisive du conflit qui dure depuis que le monde est monde, qui mit aux prises à maintes reprises la bête et l'homme, l'esclave et le maître, le serf et le seigneur, l'exploité et l'exploiteur et qui suscite : Révoltes, Jacqueries, Révolutions.

Demain nous dira quelles sont celles des forces en présence, patronat ou prolétariat, qui l'emportera. Quoi qu'il en soit, la confiance chez nous est grande, car nous savons que l'humanité ne saurait regresser et qu'elle poursuit, malgré tout, une marche certaine vers sa libération, vers son affranchissement.

Aux hommes d'action et d'initiative, il appartient, par leur propagande constante, journalière, de précipiter la marche des événements. Pour cette besogne, les anarchistes n'ont jamais réchigné. Et comme toujours, quelles qu'en soient les conséquences, ils sont prêts à la lutte.

#### Les Moteurs d'Action

Tout mouvement, toute manifestation, toute action, comporte un début, un commencement. Et si l'est intéressant de constater que le mouvement actuel est dû à l'impulsion, à l'esprit de décision des cheminots, il est non moins intéressant de rechercher quelles sont les raisons, les hommes, qui ont déterminé la nouvelle ligne de conduite de la « Fédération des Travailleurs des Chemins de fer », réputée, il n'y a pas encore bien longtemps, pour sa modération et qui comptait, jusqu'au dernier congrès, des dirigeants comme Bidegaray, Coudur et autres réformistes notoires.

De ce nouvel état d'âme, de cette nouvelle orientation, les anarchistes sont pour quelque chose; car nos camarades cheminots, Sirolle, Lévéque, et d'autres, de Paris et province, qui ont pris une large part, pour ne pas dire une part prépondérante, à la propagande qui a permis de transformer la mentalité des travailleurs du rail, ne craignent pas de s'affirmer libertaires, anarchistes.

Nouvelle preuve de la nécessité, pour nous anarchistes, de rester toujours en contact avec la masse.

Militants obscurs d'avant-guerre, ces hommes, par leur action constante parmi leurs camarades d'ateliers, se sont signalés tout d'abord à leur attention, puis ont gagné leur sympathie et en fin de compte leur confiance. Cela certes n'allait pas tout seul, les débuts furent difficiles, les premières années de guerre principalement, mais tenaces et courageux, appuyés par les faits qui leur fournissaient d'abondants arguments pour défendre leur cause, ne craignant ni discussion, ni courroux d'adversaires, non plus les menaces et les sanctions des contremaîtres, des ingénieurs ou directeurs des « Compagnies », ils firent si bien qu'ils réussirent à se faire comprendre, à se faire écouter et à être suivis, par la suite, par l'ensemble des cheminots.

Magnifique récompense des efforts dépendus.

Et tout naturellement de tels propagandistes devaient arriver à supplanter, un jour ou l'autre, les endormeurs et les incapables de la « Fédération des Chemins de fer ».

L'occasion se présente avec la grève générale de solidarité déclenchée sur tous les

réseaux à la suite de la sanction prise contre le délégué, Campanaud, des ateliers de Villeneuve-Saint-Georges.

Le moment aurait pu être propice, à une action sociale devant la spontanéité du mouvement (qui désempara tout répression) et le but noble qui l'inspirait (ce qui démontrait l'élevation d'esprit des grévistes) pour des militants soucieux de leur devoir et de leurs responsabilités. Mais craignant pour leur tranquillité, et redoutant pour leur liberté, les dirigeants de la Fédération préférèrent se commettre avec les gouvernements et directeurs de Compagnies ferroviaires, mettant tout en œuvre pour calmer l'agitation, pour entraver l'action des éléments actifs, et signèrent, un pacte honteux, livrant bon nombre de militants à la répression et cassant les reins à la démonstration.

Ce ne fut pas sans colère que les cheminots reprirent le travail. Colère légitime contre les félins qui les avaient trahis.

Aussi au congrès de réseaux et au congrès de la Fédération Nationale qui suivirent, la majorité réformiste fut-elle vivement pressée par son attitude indigne et contraire, devant la réprobation générale, de céder à la place aux « extrémistes », portés à la direction de la Fédération par une majorité déterminée.

Les décisions prises, les résolutions votées aux congrès, indiquaient nettement, de la part des cheminots, la volonté bien arrêtée de prendre à bref délai une revanche et d'engager la bref pour la réintroduction des révoqués, l'abandon des poursuites contre certains de leurs militants et la nationalisation des chemins de fer. Et mandat fut donné en ce sens au nouveau bureau fédéral.

Chaque délégué s'en retournait dans son centre respectif avec l'ordre de grève générale illimitée à commencer du 1<sup>er</sup> Mai.

Les cheminots recommandaient la lutte, comptant comme on leur avait promis maintes fois sur l'appui du Cartel interfédéral, mineurs, inscrits, dockers, pour la revendication commune à ces corporations : la nationalisation des grands services publics.

Une rude bataille s'engageait... dont l'issue ne saurait être bien loin.

Nous en saurons bientôt les résultats.

#### Sur la Nationalisation

Que peut bien être, au juste cette revendication : la Nationalisation des grands services publics.

Pour nous, et nous voulons croire, aussi pour nos camarades grévistes, il ne peut être question du rachat et de l'exploitation des mines, chemins de fer, services maritimes et docks, par l'Etat, se substituant aux Compagnies privées et à leurs actionnaires.

Pour nous, et nous voulons croire aussi pour nos camarades grévistes, il ne peut être

Dépassant les cadres d'une action corpora-

tive, la lutte que viennent d'engager cheminots, inscrits, dockers et mineurs est grosse de conséquences.

Deux grandes forces sont aux prises : Capital et Travail.

L'une, le Capital, cherchant à maintenir sa domination dont elle a besoin pour conserver ses odieux priviléges.

L'autre, le Travail, cherchant à se débarrasser de la sujétion et de l'exploitation, qui le briment et qui l'entraînent, et dont il n'a que faire pour assurer au monde le bien-être.

Cette dernière force l'emportera. Serait-elle cette fois...

Devant cette alternative, les travailleurs de toutes corporations doivent manifester sans retard leur solidarité envers leurs camarades en lutte.

Le Patronat tout entier, solidaire et décidé à la résistance, soutenu par l'Etat et toutes les forces de coercition dont ce dernier dispose, suit attentivement et anxieusement les péripéties du conflit. Son seul espoir de salut est que la lutte ne se généralise pas.

Pour que les travailleurs de l'industrie privée, métallurgie, bâtiment, tissages, verrerie, etc., etc., les travailleurs de la terre, verrierie et les exploités, tous les asservis enfin, ne se leveraient-ils pas pour réclamer pour eux aussi la Nationalisation, leurs travaux étant aussi utiles, indispensables à la collectivité que peut l'être la besogne des ouvriers des mines, de la mer, du rail ou des docks...

Pourquoi ne se joindraient-ils pas à ceux qui font grève aujourd'hui, pour une lutte dont l'enjeu est commun et à un intérêt général pour toute la collectivité...

Nous savons que les dirigeants de la C. G. T. et des fédérations en grève repoussent l'idée de l'entrée en action des autres corporations. Que craignent-ils...

Mais il appartient, aux militants, obscurs ou non, qui ont le sens des réalités et de la situation présente, à appartenir, aux travailleurs, conscients de la gravité exceptionnelle des heures que nous traversons, quels que soient leur métier, leur occupation ; il appartient, aux éléments dits « irresponsables » qui ne craignent pas malgré cela de s'affirmer, de PASSER OUTRE, et de prendre toutes les initiatives susceptibles d'apporter de nouveaux éléments, un nouvel appont à la lutte engagée.

CE QU'IL FAUDRAIT, POUR FAIRE FACE À LA SITUATION PRÉSENTE, CHACUN S'EN REND COMpte, C'EST LA GRÈVE GÉNÉRALE, ILLIMITÉE, DE TOUTES CORPORATIONS...

La grève générale pour des buts éminemment révolutionnaires et ayant un intérêt social non contestable. « POUR LA REPRISE, PAR TOUTE LA COLLECTIVITÉ DES INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET D'ÉCHANGE. »

#### Ce qui en résulterait

De la Grève Générale à la Révolution il n'y a qu'un pas...

Plus à craindre alors l'action dissolante des « jaunes » ou des « remplaçants » de la ligne civique.

Plus à craindre alors la répression d'un

gouvernement réduit aux abois et impuissant à se dérouler partout à la fois.

Du jour où le travailleur, conscient de la

situation, abandonnera l'outil, la machine, et que la lutte gagnant du terrain se sera généralisée, il ne coûtera plus beaucoup de faire le geste d'ultime révolte : la destruction des pouvoirs établis. De plus reconnaître d'autorité, ni lois, ni agents. De déclarer aux parasites et aux privilégiés que leur règne est terminé.

Chaque corporation alors tiendrait son congrès, où viendrait discuter de nouvelles méthodes de travail, de nouveaux rapports à établir, de la distribution des matières premières, chaque délégué d'atelier.

Chaque commune, chaque région tiendrait assemblée, conseil, pour discuter de la répartition des produits, de la création de magasins, de la constitution de nouveaux organismes d'administration, de contrôle et statistiques adéquats aux nouvelles méthodes d'organisation et de vie.

Ainsi sur tous les points du territoire le travail, l'organisation, l'initiative de tous se substitueront à l'exploitation, à l'arbitraire, à l'oppression et la contrainte de l'Etat et du capital.

Une nouvelle ère sociale serait née.

La Grève Générale ayant ce but est un geste simple à la portée de tous les travailleurs.

Un geste noble qui régénérerait notre

monde d'iniquité. Un geste courageux qui, sans effusion de sang peut-être, sans grandes violences, sans a-coup presque, par

le simple jeu de l'ensemble des forces prolétariennes, permettrait d'établir, au lieu et place du régime d'exploitation et d'autorité qui nous courbe sous son joug, une société plus harmonieuse, plus humaine.

#### Il faut agir sans retard

Quel est le travailleur qui, pour un tel résultat, n'est pas partisan, de suite, d'entrer dans la lutte?... Quel est l'homme de science, le penseur, le technicien qui, pour une pareille rénovation refuserait son concours?...

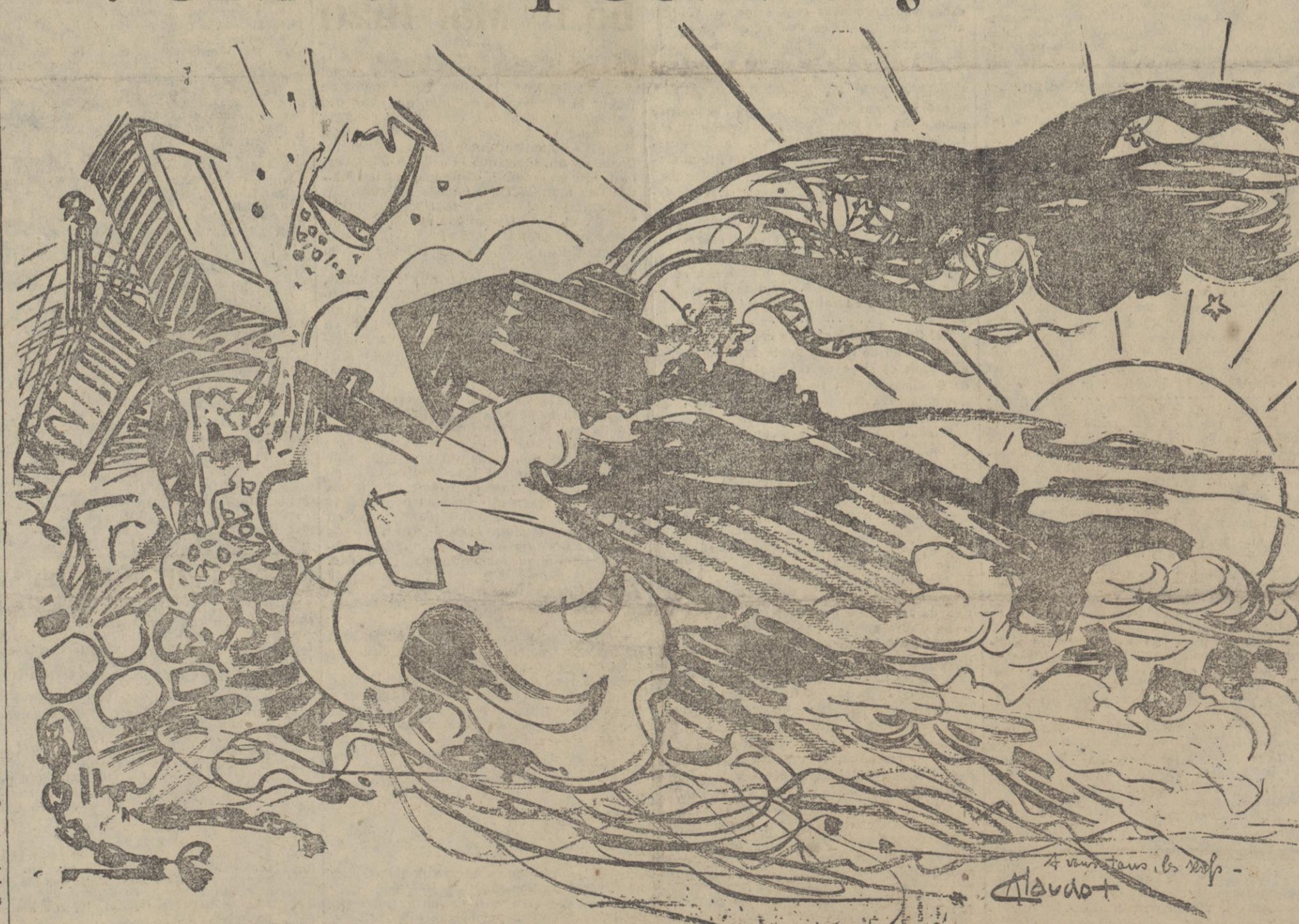
Nous le demandons!...

Et que d'ores et déjà, chacun, dans sa sphère d'action, dans son milieu, s'emploie à semer cette idée maîtresse, LA GREVE GÉNÉRALE, qui doit être la directive de tous nos actes, de toute notre propagande.

Grève Générale... Révolution.

CONTENT

## Vers un peu de justice



Hardi ! à toute vapeur

## Dépopulation et Civilisation

La dépopulation ou plutôt la restriction volontaire des naissances est en raison directe de la civilisation d'un peuple.

L'animal pratique le néo-malthusianisme, mais d'une manière barbare. Lorsqu'une femelle : chatte, lapine, souris, a mis bas plus de petits qu'elle n'en peut nourrir, elle mange l'excédent.

Chez les sauvages, l'infanticide est largement pratiqué à la surface de toute la terre. Comme ils méprisent la femme, à cause de sa faiblesse musculaire, c'est surtout les filles qui sont sacrifiées.

Dans les pays civilisés, l'infanticide est considéré avec juste raison comme un crime. Les conditions de vie étant meilleures, la mortalité infantile diminue et la population tend à s'accroître sans cesse. Alors la destruction systématique apparaît plus barbare encore que chez le sauvage et l'animal ; ce sont les adultes que l'on tue. Les guerres, sous le bâton des grands mous, ne sont pas autre chose que la suppression voulue de l'excédent de population.

Comment, sachant cela, peut-on prôner la fécondité? Comment peut-il y avoir des gens qui veulent que l'on procréer pour être mis dans l'obligation de tuer ensuite?

C'est que les repopulateurs sont de féroces égoïstes; l'espèce humaine, dans son ensemble, les préoccupe fort peu. Ce qui les intéresse, c'est leur personnalité propre d'abord et leur classe ensuite. Comme ce coûte, ils veulent s'approprier l'argent et les honneurs.

Les tueries guerrières périodiques servent leurs intérêts. Ils s'y enrichissent et, en outre, elles ont l'avantage de détourner pour un temps les déshérités, des réfugiés sociaux. Ils peuvent, de ce à de là, y perdre un des leurs; cela arrive peu; en général, ce sont les pauvres qui meurent; d'ailleurs, rien ne se fait sans risque.

La restriction volontaire des naissances est très développée aux Etats-Unis, pays de civilisation avancée; elle est développée aussi en France. Sans parler des classes dirigeantes, qui veulent que les pauvres soient féconds, mais entendent rester stériles, les classes moyennes, les paysans, les ouvriers conscients ont peu d'enfants. Les enfants restent nombreux dans les provinces arriérées comme la Bretagne, ou dans les centres industriels où l'ouvrier est abruti d'alcool.

L'Italie et l'Allemagne sont à ce point de vue très en retard. Les Italiens ont, sans réfléchir, accepté les dires des réacteurs, d'après lesquels la restriction volontaire des naissances est une marque de dégénérescence.

Des camarades très avancés, là-bas, lorsque je leur parlais du néo-malthusianisme, me répondent : « Ah non! pas cela. Nous ne voulons pas être dégénérés comme la France! »

Le néo-malthusianisme n'est pas une dégénérescence, c'est un progrès. C'est la discipline de la génération appliquée de façon intelligente et humaine.

Malthus disait que la nature impitoyable chasse de son banquet l'homme qui arrive alors que les places sont prises.

La civilisation s'arrange de manière à ne chasser personne; celui qui serait en trop ne naît pas voilà tout, et comme il n'existe pas il ne saurait en souffrir.

Il y a donc nécessité à propager le néo-malthusianisme dans les pays qui ne le comprennent pas encore. On y réussira car les femmes s'y convertissent tout de suite; si elles ont beaucoup d'enfants, ce n'est ni pour plaisir, ni pour devoir, c'est par ignorance.

Certains pensent qu'une fois la société future instaurée, le néo-malthusianisme sera inutile; c'est une erreur. Il demeure car ce n'est qu'en allégeant le fardeau des maternités que la femme peut vivre sa vie.

Doctoresse PELLETIER

## AUX INDÉCIS

J'avais projeté de traiter assez longuement de l'anarchisme, en sorte que je ne fusse nullement « doctrinaire ». La place limitée dont nous disposons présentement, m'oblige à épurer ce sujet en un seul article ; nous devons réservé la meilleure de nos efforts à l'actualité instable et à la lutte incessante. Aussi bien, m'adressant particulièrement aux camarades militaires, quelques mots me suffiront, je pense, pour être compris.

J'ai le regret, usant du raccourci, d'être nécessairement stérile. Mais en tiendrai compte que je n'enfage que moi-même, dans l'exposé de principes qui sont ma règle.

Tout d'abord, je nie l'esprit chrétien comme valeur anarchiste ; chrétianisme implique altruisme, donc une qualité exceptionnelle ; lui ne contestera que l'on ne vaurait baser une doctrine sur l'exception. La majorité des individus est égoïste, c'est une loi de nature, une loi de conservation que les conditions de vie des sociétés passées et présentes n'ont fait que développer. C'est donc sur cette constatation qu'il faut se baser, et nous sommes en même partie d'accord en cela.

Cette conception admise, toute notre action, toutes nos théories sociologiques, sont contenues en puissance dans l'apriorisme : « Le bien-être et la sécurité de tous sont la condition du bien-être et de la sécurité de chacun. »

Voilà qui permet l'établissement d'une théorie rationnelle du communisme, assise sur le fait incontestable des égoïsmes généraux et particuliers.

Ceci posé, trois objections sont à résoudre : 1<sup>e</sup> Que fait-on de l'égoïsme ? 2<sup>e</sup> Comment persuader aux uns, imposer aux autres, la nécessité d'un régime harmonique satisfaisant tous les égoïsmes ? 3<sup>e</sup> En attendant, que devient l'anarchiste ?

L'anarchisme n'est qu'une forme de l'égoïsme, nous le savons. Il est la manifestation bienfaisante de ce que l'individu a en lui (plus ou moins, selon son intérêt et son tempérament) de sociable, de fraternité ou de plaisir. Il est, en effet, présent d'une société meilleure par ses qualités de prosélytisme, de défense du plaisir, par ce qu'il apporte de liens fraternels, d'opposition aux excès des uns, de mansuétude clairvoyante aux erreurs des autres.

Il conserve donc toute sa valeur, mais ne peut être considéré que comme élément complémentaire, dans le fondement pratiquant de toute la théorie.

Le deuxième point demanderait tout un développement. Je le résume ainsi : la révolution ne saurait être le fait de l'éducation vraie des masses. Elle est le résultat d'une situation économique déficiente, d'une évolution dans les esprits en décluant, qui diminue le prestige de l'autorité responsable. C'est ensuite la résistance de cette autorité au mécontentement grandissant qui énerve la masse, la rassemble autour d'une minorité agissante ; de la valeur de cette minorité dépend la solution.

Telle m'apparaît la synthèse d'une révolution. Il convient d'ajouter les circonstances variables de temps et de lieu, aussi bien que les à-coups inévitables qui en échelonneront le processus sur une période plus ou moins longue.

Mais le fait dominant, c'est la prépondérance d'une minorité qui peut précipiter le mouvement des masses, qui doit en tout cas l'orienter. Et nous serons d'accord que l'action sur cette minorité était possible, elle devient nécessaire. Mais elle n'est pas l'œuvre d'un jour. Aussi loin donc que puisse parvenir la réalisation d'un système, une propagande suivie et constante doit être faite ; un jour sera où elle portera ses fruits.

Pour le présent, la révolution qui se dessine n'est peut-être pas la nôtre ; elle en est certainement une des phases. Les partis qui ont derrière eux une longue action nous suppléeront, c'est logique. Mais ils s'useront et notre tour viendra. A nous de préparer cet avenir.

En attendant, que devient l'anarchiste ? Il lutte ! Il lutte parce qu'il a en lui une force qui le pousse : la conviction, basée sur l'étude de l'évolution, que son idée est la réalité de demain. Il lutte, il vit intensément pour cela même. Que dit anarchiste suppose un homme éprouvé de vérité et d'idéal humain. S'il est une fois convaincu que sa voie est la bonne, il ne peut s'en détourner sans propager l'illuminante vérité déchirante. Il rentre dans le troupeau.

Mais, me direz-vous, propager une idée, lutte pour elle, est très bête, pourtant il ne faut pas oublier que l'on est homme, donc égoïste, et qu'il est décevant de se sacrifier à des individus qui vous persécutent, vous dédaignent ou vous méprisent.

C'est exact. Mais propager une idée n'implique nullement un sacrifice total. Se sacrifier jusqu'à l'emprisonnement, jusqu'à la mort, c'est affaire de tempérament. Qui agit ainsi trouve sa récompense en la gloire de son action. C'est là du splendide égoïsme et ce n'est pas pour ces anarchistes qu'il y a lieu de discuter : ils sont des convaincus dont nous envoions la bonté.

Pour tous les autres, il y a la propagande et il y a la vie. Dès maintenant, avec la satisfaction de consacrer un peu de notre effort à propager nos conceptions, n'avons-nous pas la fierté de notre esprit libre ? Ne pensons-nous pas sur toutes choses comme il nous convient ? N'échappons-nous pas à l'emprise des dogmes ? N'est-ce rien que de raisonner ses actes et de pouvoir en déterminer les mobiles ? Cela qui permet de mépriser opinions et moralités courantes, est d'importance et me semble.

Je sais que l'on ne peut sans risques, agir complètement comme l'on pense : c'est justement la raison de la lutte pour plus de liberté. Que gagnerez-vous à la déserter ? Des satisfactions communes, peut-être, mais vous perdrez le droit à toutes les hautes joissances que je viens d'énumérer succinctement.

Si vous pouvez renoncer à cela, il faut que vous soyiez de petits coeurs et de petits cervaux. Dès lors, il est inutile de discuter.

CHAB.

## Pour la Grève Générale

La C. G. T. est maîtresse du mouvement. Les Fédérations ont abdiqué totalement de leur rôle.

Le nouveau bureau fédéral des cheminots a adopté le point de vue de l'organisation centrale sur la nationalisation.

Point de vue que les dirigeants actuels de la Fédération des Cheminots combattaient bien avec arêté. Seraient-ils déjà contaminés par huit jours de présence à la tête de cette Fédération ?

On pourrait le croire, car, d'accord avec la C. A. de la C. G. T., ils arrêtent l'élan de certaines organisations parisiennes (métallurgistes et autres) qui voulaient entrer dans la lutte. Plusieurs camarades ne com-

prennent pas la grève générale de cette façon.

Pour ma part, je la concorde par un arrêté total de toutes les corporations, en un mot de toute l'activité du pays.

Que les camarades réfléchissent et qu'ils voient s'il n'y a pas quelque chose à faire dans le plus bref délai, car la C. G. T., maîtresse du mouvement, c'est son échec certain par des tractations quelconques avec les gouvernements.

Ces jours derniers, un délégué de la Fédération des Cheminots nous déclarait que cette même C. G. T. avait le pouvoir d'arrêter la grève quand cela lui plairait, et qu'eux, cheminots, n'auraient qu'à s'incliner devant cette décision.

Et l'« amitié », alors, qu'en fait-on ? Cette fousée de nationalisation qui moi-même, laisserait-on les camarades en prison ? Pensons-y les copains et agissons.

P. Le Meilleur,  
des Métaux de la Seine.

## LA RÉPRESSION CONTINUE...

Il sont à compter ceux qui ont protesté, lorsque, pour un oui, pour un non, on pouvait incarcérer et condamner les anarchistes.

Il ne sont pas nombreux ceux qui se sont indignés contre les arrestations préventives des militaires ou écrivains libertaires et qui sont signalés par leur solidarité en leur faveur.

Et il arrive aujourd'hui que, ceux qui n'ont pas protesté, que ceux qui ne se sont point indignés, que ceux qui ne se sont pas montrés plus énergiques envers des compagnons de lutte, tombent aujourd'hui sous le coup des mêmes lois et mêmes poursuites, qu'ils trouvent hier tout naturel qu'on applique à d'autres, puisqu'ils n'en diront rien...

Dure leçon !... Puisse-t-elle les dépourvus, du sectarisme étriqué et mesquin qui leur faisait perdre tout sentiment d'élémentaire solidarité.

Nous n'observons pas ici la sévérité et la sévère attitude de nos amis, mais leur complicité du ministre, contrairement aux indications de la Chambre et aux ordres formels du susdit ministre, conservé dans l'arsenal de Toulon, la plus grande partie des stocks de la fameuse poudre B, dont la conflagration spontanée avait fait sauter plusieurs de nos navires.

J'accuse donc d'abord l'état-major général de la marine à Toulon, d'avoir, avec ou sans la complicité du ministre, contrarialement aux indications de la Chambre et aux ordres formels du susdit ministre, conservé dans l'arsenal de Toulon, la plus grande partie des stocks de la fameuse poudre B, dont la conflagration spontanée avait fait sauter plusieurs de nos navires.

Et il voit pourquoi, pendant trois jours, le yacht la *Princesse Alice*, croisa en sous-safran entre le cap Sicié et la batterie de Carqueiranne, sonda, scruta, dragua, cassa ses dragues, sur les rochers du fond, sans parvenir à échapper, autre chose que 7 à 800 kilos de poudre sur les 2.500.000, quantité prévue dans le programme.

Il résulte d'abord que de même qu'à Madagascar, la prophylaxie quintaine qui avait été décidée en principe n'a pas été appliquée. Si pour atténuer la gravité de cette faute, on nie, comme certains l'ont déjà fait, l'importance et l'efficacité de cette mesure prophylactique qui consiste à donner aux soldats, avant leur départ de France et pendant la traversée jusqu'à l'arrivée dans la station malariale, une dose journalière de quinine, je dirai que de tout temps et plus encore depuis l'expédition de Madagascar, non seulement l'Académie de médecine, mais aussi tous les médecins coloniaux et tous les médecins de la marine se sont prononcés en faveur de cette mesure et ont insisté pour qu'elle fut appliquée dans toutes les expéditions coloniales.

Il résulte encore que, contrairement aux règlements, les soldats n'ont pas été pourvus du paquet de pansement individuel ; et que, rarement on a songé, ainsi que le demandaient à grands cris, les médecins du corps expéditionnaire, de jondre ce paquet de poudre ou un tube contenant quelques centaines de pilules de quinine exactement dosées et réfractaires à la température, ainsi que cela fut pratiqué avec une rigoureuse exactitude dans le corps expéditionnaire anglais et même dans les contingents italiens.

Il résulte encore de mes documents que toujours, de même qu'à Madagascar il y a eu encombrement rapide des ambulances et des hôpitaux ; qu'il y a eu insuffisance complète du personnel, matériel chirurgical ainsi que de tout le matériel nécessaire au service de santé.

Lors de l'expédition de Madagascar, ainsi que j'en fis la preuve à la tribune de la Chambre le service d'organisation avait calculé pour ce personnel et ce matériel sur un total de malades et de blessés égal au 20 pour cent de l'effectif alors que ce chiffre s'élevait à 50 pour 100. La même faute, mais encore aggravée fut par lui commise pour le corps expéditionnaire de Salomon. Les prévisions ayant été faites sur les mêmes chiffres, c'est-à-dire 20 pour 100, les chiffres réels dépassent 70 pour 100.

P. Vigné d'Octon.  
(La semaine prochaine VII<sup>e</sup> chapitre, à Le crime des rapatriements).

## Aux Camarades bruxellois

Un camarade de Paris disposant de son temps devra correspondre avec un camarade de Bruxelles pour organiser une grande réunion à Bruxelles. Lundi à Verviers, rue de la Révolution, 87.

Toulon... Pour ce 1<sup>er</sup> Mai la répression s'exerce également contre les manifestants.

Plusieurs centaines d'arrestations furent opérées. On compte plusieurs morts et des blessés en grand nombre. Et depuis cette journée sanglante, les tribunaux correctionnels distribuent, au petit bonheur, les jours les moins et les années de prison, aux manifestants arrêtés et qu'on avait copieusement passé à tabac par-dessus le marché.

Quelques jours après, le 3 mai, au matin, on arrêtait à son domicile, à Paris, Pierre Monnast, l'administrateur de la Vie Ouvrière.

Un crime : complot contre la sûreté de l'Etat (pas moins) par l'extinction à la grenade.

Et un peu partout, en province, on annonce l'arrestation de militaires syndicalistes, ainsi que des camarades grévistes pour entrave à la liberté du travail, ou violence envers les juges émirent la jugement, l'arrêter à nouveau, avant le jugement, l'administrateur du *Libertaire*. Mais Content, qui se tenait sur ses gardes, avait en soin de se choisir un autre abri, inconnu de la police et a réussi, jusqu'à maintenant, à déjouer toutes les recherches.

Pour ce 1<sup>er</sup> Mai la répression s'exerce également contre les manifestants.

Plusieurs centaines d'arrestations furent opérées. On compte plusieurs morts et des blessés en grand nombre. Et depuis cette journée sanglante, les tribunaux correctionnels distribuent, au petit bonheur, les jours les moins et les années de prison, aux manifestants arrêtés et qu'on avait copieusement passé à tabac par-dessus le marché.

Et il arrive aujourd'hui que, ceux qui n'ont pas protesté, que ceux qui ne se sont point indignés, que ceux qui ne se sont pas montrés plus énergiques envers des compagnons de lutte, tombent aujourd'hui sous le coup des mêmes lois et mêmes poursuites, qu'ils trouvent hier tout naturel qu'on applique à d'autres, puisqu'ils n'en diront rien...

Dur leçon !... Puisse-t-elle les dépourvus, du sectarisme étriqué et mesquin qui leur faisait perdre tout sentiment d'élémentaire solidarité.

Nous n'observons pas ici la sévérité et la sévère attitude de nos amis, mais leur complicité du ministre, contrairement aux indications de la Chambre et aux ordres formels du susdit ministre, conservé dans l'arsenal de Toulon, la plus grande partie des stocks de la fameuse poudre B, dont la conflagration spontanée avait fait sauter plusieurs de nos navires.

J'accuse donc d'abord l'état-major général de la marine à Toulon, d'avoir, avec ou sans la complicité du ministre, contrarialement aux indications de la Chambre et aux ordres formels du susdit ministre, conservé dans l'arsenal de Toulon, la plus grande partie des stocks de la fameuse poudre B, dont la conflagration spontanée avait fait sauter plusieurs de nos navires.

Et il voit pourquoi, pendant trois jours, le yacht la *Princesse Alice*, croisa en sous-safran entre le cap Sicié et la batterie de Carqueiranne, sonda, scruta, dragua, cassa ses dragues, sur les rochers du fond, sans parvenir à échapper, autre chose que 7 à 800 kilos de poudre sur les 2.500.000, quantité prévue dans le programme.

Il résulte d'abord que de même qu'à Madagascar, la prophylaxie quintaine qui avait été décidée en principe n'a pas été appliquée. Si pour atténuer la gravité de cette faute, on nie, comme certains l'ont déjà fait, l'importance et l'efficacité de cette mesure prophylactique qui consiste à donner aux soldats, avant leur départ de France et pendant la traversée jusqu'à l'arrivée dans la station malariale, une dose journalière de quinine, je dirai que de tout temps et plus encore depuis l'expédition de Madagascar, non seulement l'Académie de médecine, mais aussi tous les médecins coloniaux et tous les médecins de la marine se sont prononcés en faveur de cette mesure et ont insisté pour qu'elle fut appliquée dans toutes les expéditions coloniales.

Il résulte encore que, contrairement aux règlements, les soldats n'ont pas été pourvus du paquet de pansement individuel ; et que, rarement on a songé, ainsi que le demandaient à grands cris, les médecins du corps expéditionnaire, de jondre ce paquet de poudre ou un tube contenant quelques centaines de pilules de quinine exactement dosées et réfractaires à la température, ainsi que cela fut pratiqué avec une rigoureuse exactitude dans le corps expéditionnaire anglais et même dans les contingents italiens.

Il résulte encore de mes documents que toujours, de même qu'à Madagascar il y a eu encombrement rapide des ambulances et des hôpitaux ; qu'il y a eu insuffisance complète du personnel, matériel chirurgical ainsi que de tout le matériel nécessaire au service de santé.

Lors de l'expédition de Madagascar, ainsi que j'en fis la preuve à la tribune de la Chambre le service d'organisation avait calculé pour ce personnel et ce matériel sur un total de malades et de blessés égal au 20 pour cent de l'effectif alors que ce chiffre s'élevait à 50 pour 100. La même faute, mais encore aggravée fut par lui commise pour le corps expéditionnaire de Salomon. Les prévisions ayant été faites sur les mêmes chiffres, c'est-à-dire 20 pour 100, les chiffres réels dépassent 70 pour 100.

P. Vigné d'Octon.  
(La semaine prochaine VII<sup>e</sup> chapitre, à Le crime des rapatriements).

## Aux Camarades bruxellois

Un camarade de Paris disposant de son temps devra correspondre avec un camarade de Bruxelles pour organiser une grande réunion à Bruxelles. Lundi à Verviers, rue de la Révolution, 87.

Toulon... Pour ce 1<sup>er</sup> Mai la répression s'exerce également contre les manifestants.

Plusieurs centaines d'arrestations furent opérées. On compte plusieurs morts et des blessés en grand nombre. Et depuis cette journée sanglante, les tribunaux correctionnels distribuent, au petit bonheur, les jours les moins et les années de prison, aux manifestants arrêtés et qu'on avait copieusement passé à tabac par-dessus le marché.

Et il arrive aujourd'hui que, ceux qui n'ont pas protesté, que ceux qui ne se sont point indignés, que ceux qui ne se sont pas montrés plus énergiques envers des compagnons de lutte, tombent aujourd'hui sous le coup des mêmes lois et mêmes poursuites, qu'ils trouvent hier tout naturel qu'on applique à d'autres, puisqu'ils n'en diront rien...

Dur leçon !... Puisse-t-elle les dépourvus, du sectarisme étriqué et mesquin qui leur faisait perdre tout sentiment d'élémentaire solidarité.

Nous n'observons pas ici la sévérité et la sévère attitude de nos amis, mais leur complicité du ministre, contrairement aux indications de la Chambre et aux ordres formels du susdit ministre, conservé dans l'arsenal de Toulon, la plus grande partie des stocks de la fameuse poudre B, dont la conflagration spontanée avait fait sauter plusieurs de nos navires.

J'accuse donc d'abord l'état-major général de la marine à Toulon, d'avoir, avec ou sans la complicité du ministre, contrarialement aux indications de la Chambre et aux ordres formels du susdit ministre, conservé dans l'arsenal de Toulon, la plus grande partie des stocks de la fameuse poudre B, dont la conflagration spontanée avait fait sauter plusieurs de nos navires.

Et il voit pourquoi, pendant trois jours, le yacht la *Princesse Alice*, croisa en sous-safran entre le cap Sicié et la batterie de Carqueiranne, sonda, scruta, dragua, cassa ses dragues, sur les rochers du fond, sans parvenir à échapper, autre chose que 7 à 800 kilos de poudre sur les 2.500.000, quantité prévue dans le programme.

Il résulte d'abord que de même qu'à Madagascar, la prophylaxie quintaine qui avait été décidée en principe n'a pas été appliquée. Si pour atténuer la gravité de cette faute, on nie, comme certains l'ont déjà fait, l'importance et l'efficacité de cette mesure prophylactique qui consiste à donner aux soldats, avant leur départ de France et pendant la traversée jusqu'à l'